

Réseau foresterie pour le développement rural

TEMOIGNAGES

**Communautés locales et développement de l'écotourisme
dans la Réserve forestière du Budongo en Ouganda**

C. D. Langoya et Catherine Long

**Le programme MITI de la SAFIRE – une
nouvelle approche en matière de gestion des ressources
naturelles dans les zones communales au Zimbabwe**

Isla Grundy et Gus Le Breton

**Le système bancaire communautaire du Programme régional
de foresterie pour l'Amérique centrale (PROCAFOR)**

Raquel Mejía et René Benítez

Table des matières	Page
Communautés locales et développement de l'écotourisme dans la Réserve forestière de Budongo en Ouganda <i>C. D. Langoya et Catherine Long</i>	1
Le programme MITI de la SAFIRE – une nouvelle approche en matière de gestion des ressources naturelles dans les zones communales au Zimbabwe <i>Isla Grundy et Gus Le Breton</i>	15
Le système bancaire communautaire du Programme regional de foresterie pour l'Amérique centrale <i>Raquel Mejía et René Benítez</i>	29

C D Langoya est Responsable du Projet d'Ecotourisme de la Forêt du Budongo, chargé de planifier et de superviser le développement de l'écotourisme au Budongo et de conseiller sur la conservation de la nature et les travaux des communautés de la région Ouest de l'Ouganda. **Catherine Long** est Consultante de Projet, apportant conseils et formation auprès du personnel chargé des activités écotouristiques et forestières sur la façon de développer les programmes d'éducation environnementale et la coopération avec les communautés locales. On peut contacter les auteurs à l'adresse suivante: Budongo Forest Ecotourism Project, Nyabyeya Forestry College, Private Bag, Masindi, Ouganda.

Isla Grundy s'occupe actuellement d'écologie et de foresterie sociale au service de Recherche et de Surveillance de la SAFIRE. **Gus Le Breton** est un socio-écologiste ayant travaillé dans beaucoup de régions d'Afrique et d'Amérique centrale sur les problèmes de gestion communautaire des forêts. Il est actuellement Directeur de la SAFIRE, PO Box BE398, Belvedere, Harare, Zimbabwe; Cour. électr: safire@harare.iafrica.com

On peut contacter **René Benítez** et **Raquel Mejía** au Programme régional de Foresterie pour l'Amérique centrale (PROCAFOR), Apdo. Postal 122, Siguatepeque, Comayagua, Honduras.

Communautés locales et développement de l'écotourisme dans la Réserve forestière du Budongo en Ouganda

C. D. Langoya et Catherine Long

Introduction

Le présent document décrit le développement d'un projet d'écotourisme et de conservation dans la Réserve forestière du Budongo en Ouganda, pour illustrer une tentative de faire participer la population locale à la gestion des réserves forestières et de permettre aux communautés locales de bénéficier de ces forêts.

L'écotourisme, un moyen de conservation et de développement

Depuis une dizaine d'années, l'écotourisme devient de plus en plus populaire, que ce soit auprès des organismes de conservation et de développement cherchant à générer des revenus dans les zones protégées, ou auprès des touristes venant de pays plus riches à la recherche de nouvelles expériences. De surcroît, l'écotourisme est perçu comme l'occasion pour les populations locales vivant dans des sites touristiques de bénéficier de façon positive du développement touristique et de la conservation des forêts et des zones protégées.

Le marché de l'écotourisme, toutefois, est limité et très exposé aux facteurs extérieurs. L'instabilité politique, les changements de mode dans les pays envoyant des touristes, les désastres naturels ou climatiques, tout cela joue un rôle déterminant dans la réussite ou l'échec d'un plan de développement touristique. C'est pourquoi, nous ne voyons dans l'écotourisme qu'un aspect parmi d'autres de la gestion forestière dans son ensemble, qu'il convient d'intégrer à d'autres utilisations forestières, bien qu'il joue un rôle important. La Réserve forestière de Nyungwe au Rwanda, par exemple, rapportait 15 000 \$ par an au début des années

1990, ce qui était amplement suffisant pour payer le personnel et subvenir aux dépenses de la réserve (Offutt, 1992).

Pour mener avec succès un programme d'écotourisme, les organisateurs doivent s'assurer qu'il y aura des retombées positives dans la zone d'accueil. Trop souvent, les revenus issus du tourisme 'disparaissent' de l'économie locale pour refaire surface dans les pays d'origine des touristes, et les communautés locales n'en profitent, en fin de compte, que très peu (Brandon, 1993; Koch, 1994). Pourtant, lorsqu'il est soigneusement planifié et géré, le développement de l'écotourisme dans une forêt tropicale peut apporter des revenus réguliers, dont l'essentiel peut rester dans la communauté locale (Horwich, 1988). Dans le cas de l'Ouganda, où la plupart des forêts restantes sont contrôlées par les institutions gouvernementales, le développement de l'écotourisme donne aux populations locales l'occasion de participer à la gestion des forêts environnantes et, dans le même temps, de tirer des avantages matériels de ces forêts.

La Forêt du Budongo – cadre du Projet d'Écotourisme

La Réserve forestière du Budongo, au nord-ouest de l'Ouganda, était dénommée Réserve forestière centrale (RFC) en 1932. La réserve, qui est un mélange de hautes futaies tropicales avec de grands peuplements d'acajous et de savanes parsemées de forêts claires, couvre 825 km² ce qui en fait la plus grande réserve forestière d'Ouganda. Elle a l'une des plus longues traditions de recherches ininterrompues en matière de haute futaie tropicale, et compte des parcelles permanentes remontant au début du siècle. Elle renferme une biodiversité d'une importance exceptionnelle classée en troisième position pour l'ensemble du pays (Plan directeur de Conservation de la Nature, 1997). D'ores et déjà, 465 essences d'arbres, 366 espèces d'oiseaux, 289 espèces de papillons diurnes et 130 espèces de grands papillons nocturnes ont été répertoriées. Cette forêt abrite aussi ce qui est probablement la plus grande population de chimpanzés sauvages d'Ouganda, estimée à 600 ou 800 animaux.

D'après les anciens des villages aux alentours, à l'époque précoloniale, la population locale avait tendance à éviter la forêt dense. A l'orée de la forêt certains en profitaient pour récupérer de la nourriture, du bois de feu, des matériaux de construction et d'artisanat ou des remèdes. Très peu de gens de la région osaient

s'aventurer profondément dans la forêt, et dans les traditions locales elle était traitée avec crainte et respect.

Entre 1905 et 1910, TM Dawe explora la Forêt du Budongo et remarqua son potentiel en matière de bois d'oeuvre. La gestion et l'extraction du bois, essentiellement les essences d'acajous, débutèrent en 1920 et se sont poursuivies jusqu'à nos jours. Des années 30 aux années 80, les entreprises (étrangères) d'abattage obtenaient des droits exclusifs d'exploitation par des concessions de dix ans. Les populations locales avaient le droit d'extraire leurs produits forestiers non ligneux traditionnels mais ne pouvaient pas obtenir de licences d'abattage, et certaines zones au sein de la Réserve forestière étaient interdites et classées Réserves naturelles. La chasse était sévèrement limitée et les permis de chasse étaient hors de prix pour la majorité de la population locale.

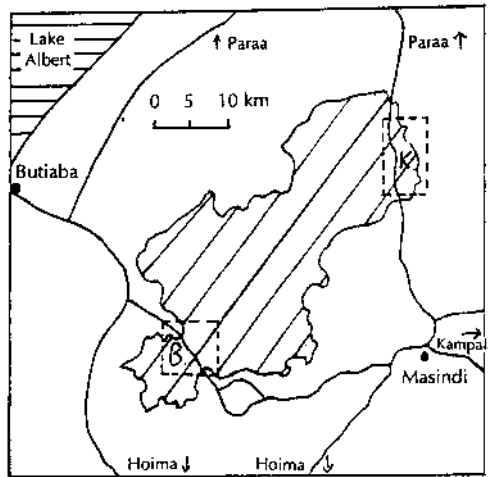


B = Busingiro

K = Kaniyo Pabidi;

Zone en gris = Réserve forestière du Budongo

Figure 1: Carte de la Réserve forestière du Budongo, montrant l'emplacement des deux sites touristiques.



B = Busingiro
K = Kaniyo Pabidi;
Zone en gris = Réserve forestière du Budongo

Figure 1: Carte de la Réserve forestière du Budongo, montrant l'emplacement des deux sites touristiques.

La composition de celle-ci a également changé au cours de ce siècle. Les habitants traditionnels, les Banyoros, furent rejoints par d'autres peuples venant d'autres régions d'Ouganda ou du Soudan et du Congo qui s'installèrent dans les neuf communes entourant la forêt. La communauté locale est aujourd'hui très composite en termes de langues et de nationalités. Dans les 45 ménages d'un village proche de la forêt, on parle 18 langues différentes.

Avec l'arrivée d'autres tribus dans la région, dont certaines avaient coutume d'utiliser les forêts et les produits forestiers plus intensément que les Banyoros, et avec les changements de gestion, les attitudes locales à l'égard de la forêt commencèrent à changer. La population locale pouvait voir que la forêt était une source potentielle de revenus mais, dans le même temps, on limitait son accès à la forêt et à ses produits. La méfiance entre les gens de la région et l'Office des forêts s'installa. La forêt était gérée pour le bois d'oeuvre qui rapportait beaucoup, mais ceux qui vivaient le plus près de la forêt ne voyaient jamais les profits de cette activité commerciale. La méfiance fut exacerbée dans les années 70 et 80 face à la corruption de certains fonctionnaires de l'Office des forêts qui étaient connus comme se remplissant les poches avec les bénéfices que l'on refusait à la population locale.

Aujourd'hui, la plus grande menace pour la forêt réside dans l'abattage sans restriction des arbres à bois d'oeuvre. Le financement des sciages de long tend à provenir d'hommes d'affaire de la ville de Masindi et d'au-delà, mais la main-d'oeuvre est essentiellement assurée par la population locale. Mis à part le sciage puis le transport du bois hors de la forêt, il y a très peu d'emplois rémunérés dans la région. Dans certaines zones forestières, il n'y a plus de grands acajous du tout et d'autres essences sont aussi en danger (Plumptre *et al.*, 1995). De surcroît, à l'avenir, les communautés locales feront pression pour avoir davantage de terres à cultiver. Le District de Masindi a une densité démographique relativement faible mais connaît une immigration provenant de régions ougandaises plus densément peuplées, et un domaine sucrier local encourage actuellement les propriétaires du cru à faire du sucre sur leurs terres, alors que cette activité, jusqu'à présent, était réservée aux métayers et aux squatters. Ces derniers devront donc trouver d'autres sources de revenus, ce qui risque d'avoir un impact sérieux sur la réserve forestière. Déjà dans une zone où l'abattage illégal avait pratiquement cessé, le nombre de scieurs de long dans la réserve augmente de nouveau à mesure que la population locale tente de réunir suffisamment d'argent pour pouvoir s'installer ailleurs.

En 1988, l'Office des forêts tentait d'évaluer sa gestion du domaine forestier ougandais par le lancement du Programme de Réhabilitation de la Forêt. La gestion précédente avait tendance à mettre l'accent sur l'extraction de bois. Avec ce nouveau programme, la décision a été prise de consacrer la moitié des domaines forestiers à un effort de protection et de conservation, tandis que l'autre moitié était dédiée à la production de bois. Ce changement de politique avait pour objectif d'achever une approche plus équilibrée pour gérer les hautes futaies tropicales d'Ouganda. La nécessité de conserver les forêts ougandaises a été reconnue, tout comme le potentiel des autres sources de revenus offertes par des utilisations de la forêt, notamment non destructives comme l'écotourisme. L'importance de faire participer la population locale à la gestion des forêts fut alors reconnue pour la première fois.

Ce changement de politique a conduit au développement de divers projets nouveaux au sein de l'Office des forêts. Le Projet d'Écotourisme dans la Forêt du Budongo (PEFB) est l'un d'entre eux et il entre dans le cadre du Projet de Conservation et de Gestion des Forêts naturelles de l'Union européenne (PCGFN UE) dont le principal objectif est de '... faire en sorte qu'un domaine forestier (le cas échéant) réponde à une variété de besoins ...' (Plan directeur de Conservation de la Nature, 1997).

Le développement de ce projet s'appuyait sur une prise de conscience accrue que 'les zones protégées interdites à la population locale étaient vouées à l'échec...' (Plan directeur de Conservation de la Nature, 1997). L'idée derrière le projet consiste à promouvoir la conservation de la forêt en intégrant la conservation au développement communautaire, et à susciter une participation active des communautés au projet et à la gestion de la forêt. Le développement d'un tourisme forestier durable vise à procurer un revenu, modeste mais régulier, tant à la population locale qu'au gouvernement et à donner l'occasion aux communautés et à l'Office des forêts de travailler ensemble à la gestion des ressources forestières.

Développement de l'écotourisme dans la Forêt du Budongo

C'est en 1993 que le PEFB sera lancé après un inventaire biologique préliminaire de la forêt, effectué par le personnel de l'Office des forêts et des chercheurs d'un projet indépendant de recherche, le Projet pour la Forêt du Budongo (financé par

DFID, du Royaume-Uni, et NORAD). L'enquête a montré que Kaniyo Pabidi, une parcelle isolée et non exploitée de la Réserve forestière qui abrite toute l'année une population de chimpanzés, et Busingiro, une parcelle déjà exploitée qui convient très bien à l'observation de singes et d'oiseaux, seraient des endroits idéaux pour le développement de l'écotourisme dès qu'il s'agit de proposer des attractions aux visiteurs. Les deux sites ont de plus l'avantage d'être facilement accessibles depuis les deux routes principales traversant la forêt: Busingiro sur la route du Lac Albert, Kaniyo Pabidi sur la route d'accès direct au Parc.

Le premier pas lors de la mise en place du projet fut de rencontrer la population locale et de lui demander ce qu'elle pensait du développement de l'écotourisme et, en cas de réponse positive, si elle aimerait participer à son développement et à sa gestion. Cinq communes, parmi les plus proches des zones touristiques envisagées, furent visitées. (Une commune ougandaise se compose d'une quinzaine de villages et regroupe environ 3 000 à 4 000 personnes). Les consultations furent menées au moyen de réunions participatives villageoises et d'entrevues avec des individus clés. Les gens de la région avaient des sentiments mitigés à propos du développement du tourisme; certains s'inquiétaient des changements sociaux et comportementaux qui risquaient de se produire dans leur communauté; d'autres voulaient voir ce que les touristes penseraient d'eux, mais tous les groupes et les particuliers interrogés se disaient favorables au développement de l'écotourisme. Chacun s'enthousiasmait à l'idée de développer un nouveau projet dont ils pourraient voir les avantages.

Une fois que les communautés se furent clairement prononcées en faveur de cette idée, d'autres personnes furent contactées: touristes, agences de tourisme, entreprises locales, institutions gouvernementales et ONG gravitant autour du tourisme et des secteurs associés. Ce processus de consultation, qui prit quatre mois, conduisit à la rédaction du Plan de Développement de l'Écotourisme dans la Forêt du Budongo, qui sert de cadre à la mise en oeuvre du projet. Au fur et à mesure de son élaboration, le plan fut modifié par endroits, car discussions et consultations étaient continuellement appliquées. Toutefois, les objectifs originaux et les principes généraux sont encore utilisés comme guides avant toute altération (Encadré 1).

Encadré 1

Objectifs du Projet d'Écotourisme dans la Forêt du Budongo

1. *Encourager la conservation de la Réserve forestière au niveau local en:*
 - améliorant le statut socioéconomique de la population locale par une augmentation maximum des avantages financiers qu'elle tire de l'écotourisme;
 - accroissant la participation des communautés locales à la gestion de la Réserve forestière;
 - décourageant l'exploitation illégale de la forêt par une augmentation du nombre de personnes autorisées à l'utiliser;
 - augmentant les connaissances et la sensibilisation des communautés locales vis-à-vis de la conservation de la forêt, par un service d'enseignement et de vulgarisation.

2. *Encourager la conservation de la réserve forestière au niveau national en:*
 - améliorant les recettes gouvernementales provenant d'un tourisme durable dans la Réserve forestière;
 - élevant le profil national des forêts par la multiplication du nombre de circuits touristiques en Ouganda;
 - encourageant des touristes originaires du pays à visiter les Réserves forestières.

Principes directeurs

- Tout développement doit soutenir la conservation.
- En l'espace de cinq ans, le projet devra montrer des signes de durabilité (aussi bien la durabilité économique que la durabilité en termes de conservation de la forêt, tandis que la population locale gère les sites touristiques et que l'Office des forêts n'a plus qu'un rôle consultatif. Le succès de ces deux dernières conditions sera fonction de la surveillance exercée par les guides et les chercheurs indépendants de l'impact sur l'environnement et du nombre répertorié de visiteurs et de leurs commentaires, sans oublier les consultations de la communauté, afin d'évaluer la réussite des sites touristiques).
- Le projet doit être économiquement viable (c'est-à-dire que le coût de fonctionnement du projet – salaires, maintenance, etc. – doit être couvert par les revenus tirés du tourisme).
- Il doit y avoir une participation active de la population locale au développement et à la gestion.
- La participation du secteur privé sera encouragée. Tout intérêt monopolistique sera découragé.

En matière de développement du tourisme, l'accent a été mis sur la conservation ainsi que la participation de la communauté locale. Les autres parties concernées, comme les agences de tourisme et les autorités locales, ont été impliquées par des séminaires et des consultations régulières. Le projet est également réalisé en étroite collaboration avec l'Uganda Wildlife Authority, qui gère la Zone de Conservation des Chutes de Murchison qui chevauche la partie nord de la Forêt du Budongo.

L'Office des forêts et le Parc tiennent régulièrement des réunions qui traitent des questions les intéressant mutuellement et les deux institutions ont coopéré dans quelques communes lors d'activités de formation et de diffusion d'informations.

Lors des 14 premiers mois suivant le lancement du projet, la population locale eut un rôle consultatif, à l'exception de quelques personnes recrutées spécifiquement pour le projet. Au cours des consultations initiales, certains ont exprimé leurs doutes quant à leur expérience et leur compétence à gérer le développement du tourisme et ont préféré ne participer que lorsque le développement aurait commencé. Les membres recrutés, qui sont maintenant guides et gardiens sur les deux sites, ont été formés par l'agent et le conseiller au développement du tourisme dépêché par l'Office des forêts. L'équipe a ensuite effectué conjointement des études détaillées des attractions, avant de concevoir et de mettre en place des systèmes de pistes et quelques installations rudimentaires.

Aujourd'hui, les deux sites sont ouverts aux visiteurs qui viennent camper et marcher en forêt. La principale attraction à Kaniyo Pabidi est l'observation des chimpanzés. Busingiro est très recherché par les ornithologues et les visiteurs qui veulent simplement découvrir une forêt ombrophile tropicale. Les deux sites disposent de terrains de camping rudimentaires, équipés de trous d'eau, de douches, de latrines, d'aires de pique-nique et d'un centre d'accueil. Actuellement, nous sommes en train de construire quelques chambres pour accueillir des visiteurs. Tous les travaux de construction ont été faits par la population locale avec des matériaux et des compétences de la région. Les deux zones ont été ouvertes officiellement au public en 1995 et le nombre de visiteurs a augmenté régulièrement depuis lors (en juillet 1995 nous avons reçu 89 visiteurs et en juillet 1997 nous en avons reçu 253).

Actuellement, le projet emploie 28 personnes locales, 3 employés de l'Office des forêts et un volontaire VSO. Les employés de la région comptent 8 femmes et 20 hommes. Les femmes travaillent comme guides, animatrices et concierges. Les hommes effectuent des tâches similaires et travaillent en plus comme éclaireurs. La plupart du personnel est jeune, de 20 à 30 ans. Avec le personnel de l'Office des forêts, ils gèrent le projet en conjonction avec les Comités de Conseil de l'Écotourisme. Les Comités sont élus dans les communes limitrophes au projet. Les élections sont organisées et supervisées par les Conseils locaux, le système admis et reconnu d'administration locale en Ouganda. (Un conseil est élu dans chaque village et les membres doivent être réélus tous les deux ans; d'après nous, les conseillers au niveau du village et de la commune sont très conscients de leurs

responsabilités vis-à-vis de leur communauté). Busingiro est représenté par neuf membres de Comité (deux par commune plus un représentant des guides) et Kaniyo Pabidi est représenté par cinq membres de Comité (un pour deux villages plus un représentant des guides). Les habitants des communes et les représentants des conseils locaux se sont entendus sur la structure des Comités.

Les Comités se rencontrent une fois par mois tandis que les deux Comités se réunissent trimestriellement. Parmi leurs responsabilités, on retiendra:

- surveiller les comptes du projet;
- administrer le Fonds de Développement Communautaire (FDC);
- participer à la sélection des nouveaux employés;
- résoudre les conflits et les questions de gestion du personnel;
- suggérer des développements possibles pour le projet, notamment en fonction des besoins de la population locale;
- soulever toute autre question préoccupant les membres des communautés concernant l'écotourisme en particulier et la forêt en général.

La gestion du Fonds de Développement Communautaire est perçue comme l'une des principales attributions des Comités. Le FDC représente la proportion de revenus prélevés dans les sites touristiques qui est réservée à la communauté. Cette proportion, actuellement fixée à 40 % des droits d'entrée et de camping, est le résultat d'une décision prise par le personnel du projet et elle se base sur les coûts de fonctionnement d'un site en moyenne par mois. On a estimé qu'en gardant 60 % des revenus, ce système pourrait financer les salaires et la maintenance. L'argent est débloqué lorsqu'une somme adéquate permet de financer quelque chose de concret pour la communauté. Les réunions se tiennent dans chaque commune – le personnel de projet et les membres des Comités sont présents mais ne votent pas – pour discuter des problèmes des gens et définir des priorités. Les membres des communautés décident du ou des projets qu'ils considèrent les plus utiles à la communauté dans son ensemble et peuvent utiliser de façon constructive les fonds disponibles. Les Comités ont convenu que tous les projets devaient:

- favoriser la conservation;
- profiter à toute la communauté;
- être une opération conjointe associant la communauté et le projet (c'est-à-dire partageant les coûts, en termes de matériels, de main-d'oeuvre ou de finances).

Jusqu'à présent, les communautés ont sélectionné six écoles primaires devant recevoir une assistance de la part du FDC dans la mesure où elles ont une influence positive sur la conservation, en partie grâce aux activités pédagogiques liées à l'environnement menées par le PEFB et les enseignants sur place, et aussi parce qu'elles servent de forums permettant aux communautés de se rencontrer afin de s'attaquer elles-mêmes aux problèmes.

Parallèlement au Fonds de Développement Communautaire, la population trouve d'autres manières de bénéficier du projet. Les femmes de la région fabriquent des produits d'artisanat destinés à la vente et deux groupes féminins ont exprimé leur intention de faire de la restauration sur les sites où le nombre de touristes est suffisant. Des groupes d'agriculteurs originaires de cette zone se convertissent dans le maraîchage et l'apiculture grâce à une formation dispensée par le projet lui-même. Les produits sont consommés dans les familles d'agriculteurs et vendus dans les hôtels, les pensions et les centres touristiques de la zone forestière et du Parc national des Chutes de Murchison non loin de là. Les agriculteurs vivant à proximité de la forêt peuvent installer leurs ruches dans la Réserve forestière et compléter leurs revenus en vendant du miel sur les marchés locaux et aux entreprises nationales.

Le projet assure également un programme d'enseignement sur l'environnement, destiné notamment aux enfants de la région et conçu pour renforcer le message positif qui se dégage de la forêt dès lors que la population locale y voit certains avantages matériels, en échangeant des informations sur la signification du Budongo. Les enfants des écoles primaires locales visitent la forêt et apprennent auprès des guides par le biais de jeux et d'explorations. Le personnel du projet effectue alors des visites de suivi dans les écoles et les familles pour aider les étudiants à mettre en perspective ce qu'ils ont appris et à développer des activités pratiques de conservation dans leurs propres communautés.

Résumé des avantages du développement de l'écotourisme pour la population locale

Après quatre années de développement de l'écotourisme, les résultats suivants ont été obtenus:

- 6 écoles primaires locales ont reçu des bénéfices matériels du FDC.
- 28 résidents locaux sont employés par le projet.
- Les sites touristiques donnent aux femmes l'occasion de vendre leurs productions artisanales pour compléter leurs revenus.
- L'opinion des observateurs internationaux sur la capacité de l'Ouganda à gérer ses ressources s'en est trouvé modifiée. Beaucoup de visiteurs ont exprimé leur surprise de rencontrer des guides persuasifs et bien informés qui transmettaient un message fort en faveur de la conservation. Il semblerait que les visiteurs ne s'attendaient pas à trouver des gens sur place aussi au courant des questions régionales et mondiales relatives à la conservation.
- Par le biais du Comité consultatif, les communautés locales ont trouvé un forum accessible leur permettant de résoudre leurs conflits avec l'Office des forêts. Le succès des Comités dans leurs travaux avec les communautés a conduit l'Office des forêts à étendre le processus de gestion forestière commune à d'autres secteurs de la gestion forestière. Les employés du projet sont actuellement en train de développer des programmes de formation sur la manière de travailler avec les communautés pour les autres personnels de l'Office des forêts. A l'avenir, nous nous attendons à voir la population locale participer davantage à la gestion de la forêt et bénéficier encore plus de ses ressources.
- A la demande des communautés, par le biais des Comités, le projet a dispensé une formation sur les activités lucratives, notamment l'apiculture et la production de légumes.
- Les écoles locales emploient des guides qualifiés et utilisent leurs compétences en matière d'environnement ainsi que les équipements écotouristiques comme matériel pédagogique.
- La population locale commence à se sentir responsable de la protection de la forêt. A plusieurs reprises, l'an dernier, des membres de la communauté ont rapporté la présence de coupeurs de long illégaux auprès de l'Office des forêts ou se sont mobilisés eux-mêmes pour les empêcher d'entrer. Avant l'avènement de l'écotourisme on n'avait jamais vu cela.
- Lors de la première consultation, les gens s'étaient inquiétés de l'impact de l'arrivée de touristes dans leurs communautés au niveau de la culture et des comportements. Aucune incidence négative n'a été constatée jusqu'à présent. Les Comités s'entretiennent régulièrement avec d'autres membres des communautés sur toute conséquence qu'ils auraient pu constater et la plupart répondent qu'ils n'ont constaté aucun changement dans leurs villages.

Problèmes rencontrés pendant le développement de l'écotourisme

- L'un des obstacles majeurs a été la bureaucratie au sein de l'Office des forêts, qui s'inquiétait de voir une partie de son autorité passer aux mains des communautés locales. Cela a conduit à retarder les prises de décisions ce qui, à son tour, pouvait retarder sérieusement les initiatives approuvées par le personnel du projet et les communautés locales. Il était particulièrement difficile de se mettre d'accord sur l'allocation des revenus.
- Les Comités ont été très actifs en matière de planification et d'administration des revenus à partager et des autres initiatives de formation. Il n'empêche qu'il y a un sérieux manque de confiance dans leur capacité à prendre des décisions de planification et de gestion pour l'ensemble du projet. Davantage de formation et d'assurance seront donc nécessaires pour permettre aux membres de jouer un rôle plus actif.
- Les revenus dégagés par le tourisme sont encore modestes à présent, et seuls quelques particuliers bénéficient d'un emploi dans le projet. Il faut être réaliste et reconnaître que les revenus tirés du tourisme ne seront jamais comparables à ceux réalisés avec l'extraction de bois, mais ils seront renouvelables et les communautés résidant à la lisière de la forêt en bénéficieront.
- Ceux qui travaillent sur le projet ont tendance à être ceux qui ont eu accès à l'enseignement. Faire participer les membres de la communauté qui n'ont pas eu cette chance, en leur permettant de travailler directement pour le projet, s'est avéré plus difficile. Les seuls emplois à la portée des non anglophones étaient ceux de cuisiniers et d'éclaireurs. On espère que les groupes de femmes disposées à faire de la restauration se mettront à encourager les autres membres de la communauté à participer. Au cours du processus initial des discussions sur le partage des revenus, le personnel du projet s'est efforcé d'intégrer tous les membres de la communauté – parfois réunissant certains groupes séparément afin de leur permettre d'exprimer leurs vues sans aucune pression de la part d'autres membres plus assurés de la communauté.
- L'insécurité dans le nord du pays a contrarié le développement du tourisme dans le District de Masindi. Les touristes n'étaient pas en danger mais la mauvaise presse a influencé les agences de tourisme et leurs clients. Le

nombre de visiteurs a clairement chuté à la nouvelle de combats dans le nord.

- L'Ouganda dans l'ensemble a un problème d'image au niveau international, à la suite des deux décennies d'insécurité grave dans les années 1970 et 1980. Le nombre de touristes visitant l'Ouganda dans les années 1990 est beaucoup moins élevé que dans les années 1960.

Les futurs développements du PEFB

Le plus grand défi que le projet aura à relever est d'assurer sa pérennité. Actuellement, le projet ne fait des bénéfices que pendant les mois d'affluence, en juillet-septembre et décembre-février. Les revenus provenant de ces mois sont suffisants pour payer les salaires des 28 employés locaux plus tous les frais de maintenance, et laissent encore un surplus à verser au FDC. A présent, le personnel du projet met l'accent sur la promotion des équipements écotouristiques en s'assurant que ce qui est proposé est de la meilleure qualité possible. Nous sommes persuadés que cet objectif peut être atteint – à condition que le District de Masindi reste une zone sûre et que les visiteurs continuent de venir en Ouganda.

A l'avenir, de préférence d'ici l'an 2000, le projet sera géré comme une concession par la population locale; l'Office des forêts n'ayant plus qu'un rôle consultatif. Le seul obstacle pour y parvenir est une certaine mauvaise volonté de la part de certains membres de l'Office des forêts à '... laisser les ressources de grande valeur d'une forêt comme celle du Budongo entre les mains de la population locale qui n'a pas les compétences nécessaires' (selon un membre de l'équipe du plan d'aménagement de l'Office des forêts pour le Budongo, comm. pers., 1997). Avec le temps et une formation dispensée tant au personnel de l'Office des forêts qu'aux membres des communautés, ce manque de confiance devrait disparaître. Déjà, presque toute la gestion journalière des sites est faite par les guides, et les Comités prennent de plus en plus de responsabilités dans la planification et la gestion.

Le PEFB ne fonctionne que depuis quatre ans et obtient des revenus depuis trois. La population locale rend compte déjà des avantages qu'elle tire du projet et de la forêt. Le PEFB a, en partie, contribué à améliorer la compréhension entre la population locale et l'Office des forêts, et à permettre à la population locale de se sentir partie prenante dans la conservation de la forêt. Le projet a favorisé le déve-

loppement de la communauté locale, que ce soit en termes matériels ou pour convaincre les gens qu'ils sont capables de gérer leurs propres ressources forestières.

Remerciements

Nous voudrions remercier la population des communes de Nyantonzi, Nyabyeya, Biiso, Kihungya et Labongo d'avoir accepté de partager ses connaissances de la forêt et de son histoire avec nous et pour avoir été des collègues aussi excellents.

Références

- Brandon, K (1988), 'Bellagio Conference on Ecotourism: Briefing book', Rockefeller Foundation Conference.
- Horwich, RH (1988), 'The Community Baboon Sanctuary. An approach to the conservation of private land in Belize', dans: Gradwold, J & Greenberg (eds.), *Saving the Tropical Forest*, Earthscan.
- Koch, E (1994), 'Reality or rhetoric? Ecotourism and rural reconstruction in South Africa'.
- Offutt, M (1992), 'Tourism as a conservation strategy in the Nyungwe Forest Reserve, Rwanda', IUCN / WCMC, Cambridge.
- Uganda Forest Department (1997), Nature Conservation Master Plan (brouillon)